

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 1049

[S - C - 2001/31143]

18 JANVIER 2001. — Ordonnance portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente ordonnance régle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par :

1. le Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;
2. l'Office : l'Office régional bruxellois de l'emploi, créé par l'article 14, § 1^{er}, des lois relatives à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnées le 13 mars 1991, dont le sigle est "ORBEM".

Art. 3. § 1^{er}. L'Office est classé parmi les organismes de la catégorie B visée à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

La mention de sa dénomination est ajoutée, à sa place, dans l'ordre alphabétique, à la liste des organismes énumérés au dit article 1^{er}, alinéa 1^{er}, B, de cette loi.

§ 2. L'Office a son siège dans la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Le Gouvernement est habilité à modifier le sigle de l'Office.

CHAPITRE II. — Attributions

Art. 4. L'Office est chargé de mettre en œuvre la politique régionale de l'emploi et d'assurer le bon fonctionnement du marché de l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale. Il prend à cet effet toutes les initiatives utiles, en ce compris :

1. la promotion et l'organisation du recrutement et du placement des travailleurs;
2. l'intervention dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés ou des personnes assimilées décidés par le Gouvernement à l'exclusion des programmes de remise au travail dans les administrations et services de l'autorité fédérale ou placées sous sa tutelle;
3. l'intervention dans la rémunération des chômeurs involontaires d'âge avancé, handicapés ou considérés comme difficiles à placer pour d'autres motifs, qui sont recrutés à son intervention;
4. l'intervention dans les dépenses inhérentes à la sélection, la formation professionnelle et la réinstallation du personnel recruté par les employeurs en vue de la création, de l'extension ou de la reconversion d'entreprise;
5. l'intervention dans les frais de réinstallation des travailleurs en chômage;
6. l'intervention dans la rémunération des travailleurs touchés par la reconversion de leur entreprise;
7. l'engagement d'intérimaires pour les mettre à la disposition d'utilisateurs en vue de l'exécution d'un travail temporaire autorisé par ou en vertu de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 1049

[S - C - 2001/31143]

18 JANUARI 2001. — Ordonnantie houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1. de Regering : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

2. de Dienst : de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, opgericht bij artikel 14, § 1, van de weten betreffende de afschaffing of herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, afgekort BGDA.

Art. 3. § 1. De Dienst wordt ingedeeld bij de instellingen van categorie B zoals bepaald in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Zijn benaming wordt toegevoegd, op haar plaats in de alfabetische volgorde, aan de lijst van de instellingen opgesomd in artikel 1, eerste lid, B, van deze wet.

§ 2. De Dienst heeft zijn zetel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 3. De Regering is gemachtigd om het letterwoord van de Dienst te wijzigen.

HOOFDSTUK II. — Bevoegdheden

Art. 4. De Dienst wordt gelast het gewestelijk werkgelegenheidsbeleid uit te voeren en te zorgen voor de goede werking van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Hij neemt daartoe alle nuttige initiatieven, met inbegrip van :

1. de bevordering en de organisatie van de aanwerving en de plaatsing van de werknemer;
2. het tussenkomen in het ontwerpen, het uitvoeren en opvolgen van de tewerkstellingsprogramma's voor volledig uitkeringsgerechtigde werklozen of voor gelijkgestelde personen beslist door de Regering, met uitzondering van de tewerkstellingsprogramma's voor administraties en diensten van de federale overheid of voor deze die onder haar toezicht staan;
3. de tegemoetkoming in het loon van de onvrijwillige werklozen van gevorderde leeftijd, mindervaliden of die om andere redenen als moeilijk te plaatsen worden beschouwd en die door zijn toedoen worden aangeworven;
4. de tegemoetkoming in de uitgaven die inherert zijn aan de selectie, de beroepsopleiding of het opnieuw installeren van het personeel dat door de werkgevers wordt in dienst genomen met het oog op de inrichting, de uitbreiding of de reconventie van ondernemingen;
5. de tegemoetkoming in de kosten van nieuwe installatie van werkloze werknemers;
6. de tegemoetkoming in het loon van de werknemers, die door de reconversie van hun onderneming zijn getroffen;
7. de aanwerving van uitzendkrachten om ze ter beschikking te stellen van gebruikers met het oog op de uitvoering van tijdelijke arbeid toegelaten door of krachtens de wet van 24 juli 1987 op de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het terbeschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruiken;

8. l'exécution des mesures relatives au placement des chômeurs.

Dans le cadre des compétences de la Région en matière d'emploi et en vue de répondre à des besoins nouveaux, le Gouvernement est habilité à confier toute autre mission à l'Office.

Art. 5. L'Office peut, moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement, exercer des activités payantes compatibles avec les missions qui lui sont confiées.

L'Office est habilité à donner à bail commercial tout ou partie des immeubles dont il est propriétaire.

Art. 6. En vue de l'accomplissement de ses missions, l'Office se concerte régulièrement avec les services publics de l'emploi des Etats membres de l'Union européenne, et plus particulièrement avec les services publics des autres entités fédérées de Belgique.

Art. 7. En vue de l'accomplissement de ses missions, et dans les conditions fixées par le Gouvernement, l'Office peut conclure des conventions.

Il peut également, moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement et aux conditions fixées par celui-ci, participer à la constitution, au capital ou à la gestion d'organismes, de sociétés ou d'associations, tant publics que privés, pour autant que cela contribue à l'exercice des missions de l'Office.

CHAPITRE III. — Gestion

Section 1^{re}. — Composition du Comité de gestion

Art. 8. L'Office est administré, conformément à la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, par un Comité de gestion composé de deux groupes linguistiques.

Deux tiers des membres doivent être du même rôle linguistique que celui du groupe linguistique le plus nombreux au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, le tiers restant devant être du même rôle linguistique que celui des membres du groupe linguistique le moins nombreux audit Conseil.

L'appartenance linguistique des membres du Comité de gestion est confirmée par le Gouvernement.

Art. 9. Le Comité de gestion est composé :

1. d'un président;

2. d'un vice-président;

3. de sept représentants des organisations représentatives des employeurs et de sept représentants des organisations représentatives des travailleurs. Ils ont seuls voix délibérative.

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement nomme le président et le vice-président.

§ 2. Le président et le vice-président appartiennent à un groupe linguistique différent.

§ 3. Ils doivent :

1. être domiciliés dans la Région de Bruxelles-Capitale;

2. être indépendants des organisations représentées au Comité de gestion;

3. ne pas relever du pouvoir hiérarchique du Gouvernement ou d'un Collège d'une des Commissions Communautaires.

Art. 11. Le Gouvernement nomme les autres membres du Comité de gestion sur des listes doubles présentées par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs. Ces listes doivent comporter deux tiers au plus de personnes du même sexe.

Art. 12. § 1^{er}. Il est procédé au renouvellement du Comité de gestion de l'ORBEM dans les six mois qui suivent le renouvellement du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Le mandat du président, du vice-président, et des membres du Comité de gestion représentant les employeurs et les travailleurs est renouvelable. Le mandat du président et celui du vice-président ne sont toutefois renouvelables qu'une fois consécutivement.

Il prend fin anticipativement en cas de démission volontaire, de décès, d'incapacité au sens du Code civil, lorsqu'il n'est plus satisfait aux conditions requises à l'article 9, § 3 ou dans tous les autres cas prévus par le Gouvernement où le bon fonctionnement du Comité de gestion risque d'être entravé.

8. de uitvoering van de maatregelen inzake plaatsing van werklozen.

Binnen het raam van haar bevoegdheden inzake werkgelegenheid en om aan nieuwe behoeften te beantwoorden is de Regering gemachtigd om elke overige opdracht toe te vertrouwen aan de Dienst.

Art. 5. De Dienst kan, aan de hand van een voorafgaandelijke toelating van de Regering, betaalde activiteiten uitoefenen die verenigbaar zijn met de opdrachten die hem worden toevertrouwd.

De Dienst wordt ertoe gemachtigd voor alle gebouwen waarvan hij eigenaar is of voor een gedeelte ervan, een handelsovereenkomst te sluiten.

Art. 6. Met het oog op de uitvoering van zijn opdrachten, pleegt de Dienst geregeld overleg met de overheidsdiensten voor werkgelegenheid van de lid-staten van de Europese Unie en in het bijzonder met de overheidsdiensten van de andere gewesten en gemeenschappen van België.

Art. 7. Met het oog op hu vervullen van zijn opdrachten, kan de Dienst onder de door de Regering te stellen voorwaarden overeenkomsten sluiten.

Hij kan eveneens, na voorafgaandelijke toelating vanwege de Regering en onder de voorwaarden die zij bepaalt, meewerken aan de oprichting en delen in het kapitaal of deelnemen aan het beheer van publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instellingen, Genootschappen of verenigingen, voor zover dit tot de uitoefening van de opdrachten van de Dienst bijdraagt.

HOOFDSTUK III. — Beheer

Afdeling I. — Samenstelling van het Beheerscomité

Art. 8. De Dienst wordt, overeenkomstig de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen, beheerd door een Beheerscomité samengesteld uit twee taalgroepen.

Twee derden van de leden moeten tot dezelfde taalrol behoren als deze van de leden van de talrijkste taalgroep in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, het andere derde moet tot dezelfde titelrol behoren als deze van de leden van de minst talrijke taalgroep in bedoelde Raad.

De taalaanhorigheid van de leden van het Beheerscomité wordt door de Regering bevestigd.

Art. 9. Het Beheerscomité is samengesteld uit :

1. een voorzitter;

2. een ondervoorzitter;

3. zeven vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties en zeven vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties. Zij alleen zijn stemgerechtigd.

Art. 10. § 1. De Regering benoemt de voorzitter en de ondervoorzitter.

§ 2. De voorzitter en de ondervoorzitter behoren tot een verschillende taalgroep.

§ 3. Zij moeten :

1. hun woonplaats in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben;

2. onafhankelijk zijn van de organisaties vertegenwoordigd in het Beheerscomité;

3. niet onder het hiërarchisch gezag staan van de Regering of van het College van één van de Gemeenschapscommissies.

Art. 11. De Regering benoemt de andere leden van het Beheerscomité uit dubbele lijsten die voorgedragen worden door de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers. Maximum tweederde van de personen die op die lijsten worden voorgedragen mogen tot hetzelfde geslacht behoren.

Art. 12. § 1. Het Beheerscomité van de BGDA wordt vernieuwd binnen zes maand na de vernieuwing van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

§ 2. Het mandaat van de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van het Beheerscomité die de werkgevers en de werknemers vertegenwoordigen, kan worden vernieuwd. Het mandaat van de voorzitter en dat van de ondervoorzitter kunnen evenwel slechts eenmaal worden vernieuwd.

Het neemt vroegtijdig een einde in geval van vrijwillig ontslag, overlijden, onbekwaamheid in de zin van het burgerlijk wetboek, als niet langer aan de voorwaarden vereist door artikel 9, § 3 voldaan wordt en in alle andere gevallen bepaald door de Regering waarin de goede werking van het beheerscomité dreigt te worden belemmerd.

§ 3. Il est pourvu au remplacement de tout membre qui a cessé de faire partie du Comité de gestion dans les trois mois qui suivent la fin du mandat.

A la fin de leur mandat, le président, le vice-président et les membres du Comité de gestion représentant les employeurs et les travailleurs continuent à l'exercer pleinement aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

Lorsqu'il s'agit du remplacement d'un membre avant la date normale d'expiration du mandat, le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

Art. 13. § 1^{er}. Sur proposition du Comité de gestion, le Gouvernement peut constituer un ou plusieurs comités techniques dont il détermine les missions. Ces comités techniques sont chargés d'éclairer le Comité de gestion dans sa mission.

Ils sont composés de personnes proposées par les organisations intéressées à l'application des lois et arrêtés dont l'Office assure l'exécution, ou de personnes choisies en raison de leurs compétences particulières.

§ 2. Les comités techniques sont composés de deux groupes linguistiques.

Deux tiers des membres doivent être de la même expression linguistique que celle des membres du groupe linguistique le plus nombreux au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, le tiers restant devant être de la même expression linguistique que celle des membres du groupe linguistique le moins nombreux audit Conseil.

L'appartenance linguistique des membres des comités techniques est confirmée par le Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement désigne, sur proposition du Comité de gestion, les organisations autorisées à être représentées dans les comités techniques.

Les représentants de ces organisations sont nommés par le Gouvernement sur des listes doubles présentées par ces organisations.

§ 4. Le Gouvernement nomme les personnes qui siègeront aux comités techniques en raison de leur compétence particulière.

Section 2. — Compétences

Art. 14. Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le Comité de gestion dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Office.

Art. 15. Le Comité de gestion peut soumettre au Gouvernement des propositions de modifications aux lois, ordonnances ou arrêtés qu'il est chargé d'appliquer. Si une proposition n'a pas recueilli l'unanimité, le rapport au Gouvernement expose les différents avis exprimés.

Le Comité de gestion peut aussi adresser au Gouvernement des avis sur toutes propositions d'ordonnance ou sur tous amendements concernant la législation que le Comité est chargé d'appliquer et dont le Conseil régional est saisi.

Art. 16. Le Comité de gestion est tenu de soumettre au Gouvernement le plan de financement de toute modification qu'il propose à la législation en vigueur.

Art. 17. Le Comité de gestion exerce les compétences attribuées au Comité subrégional de l'emploi par l'article 3 de l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

Art. 18. Le Gouvernement soumet à l'avis du Comité de gestion tout avant-projet d'ordonnance ou projet d'arrêté organique ou réglementaire du Gouvernement tendant à modifier la législation ou réglementation que l'Office est chargé d'appliquer ou concernant le cadre organique du personnel ou la structure de l'Office.

Le Comité de gestion donne son avis dans un délai d'un mois. A la demande du Gouvernement, ce délai peut être réduit à dix jours francs.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 19. Le Comité de gestion fixe son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1. les règles concernant la convocation du Comité de gestion à la demande du Gouvernement, du président, du fonctionnaire dirigeant ou de deux membres;

§ 3. Er wordt voorzien in de vervanging van ieder lid dat opgehouden heen deel uit te maken van het Beheerscomité binnen de drie maanden volgend op het einde van hun mandaat.

Op het van hun mandaat, blijven de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van het Beheerscomité die de werkgevers en de werknemers vertegenwoordigen het mandaat verder volledig uitoefenen tot er in hun vervanging voorzien wordt.

Wanneer een lid dient vervangen te worden vóór de normale einddatum van het mandaat, beëindigt het nieuwe lid het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Art. 13. § 1. Op voorstel van het Beheerscomité, kan de Regering één of meerdere technische comités oprichten waarvan ze de opdrachten bepaalt. Deze technische comités worden ermee belast, het Beheerscomité in te lichten bij het vervullen van zijn opdracht.

Ze zijn samengesteld uit personen voorgedragen door de organisaties die betrokken zijn bij de toepassing van de wetten en besluiten waarvan de Dienst de uitvoering verzekert, of uit personen gekozen vanwege hun bijzondere deskundigheid.

§ 2. De technische comités zijn samengesteld uit twee taalgroepen.

Twee derden van de leden moeten behoren tot dezelfde taalrol als deze van de leden van de talrijkste taalgroep in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, het andere derde moet tot dezelfde taalrol behoren als deze van de leden van de minst talrijke taalgroep in deze Raad.

De taalaanhorigheid van de leden van de technische comités wordt door de Regering bevestigd.

§ 3. De Regering wijst, op voorstel van het Beheerscomité, de organisaties aan die gemachtigd zijn om vertegenwoordigers voor te dragen voor de technische comités.

De vertegenwoordigers van deze organisaties worden door de Regering benoemd uit dubbele lijsten voorgedragen door deze organisaties.

§ 4. De Regering benoemt de personen die wegens hun bijzondere deskundigheid in de technische comités zullen delen.

Afdeling 2. — Bevoegdheden

Art. 14. Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar besicht het Beheerscomité over alle bevoegdheden die noodzakelijk zijn voor het besturen van de Dienst.

Art. 15. Het Beheerscomité kan aan de Regering voorstellen tot wijziging voorleggen van de wetten, ordonnances of besluiten waarvan de uitvoering hem opgedragen werd. Indien een voorstel niet eenparig aanvaard wordt, zet het verslag aan de Regering de verschillende uitgebrachte adviezen uiteen.

Het Beheerscomité kan aan de Regering advies geven over alle voorstellen van ordonnantie en over alle amendementen betreffende de wetgeving waarvan de uitvoering aan het Comité werd opgedragen, en die bij de Hoofdstedelijke Raad aanhangig werden gemaakt.

Art. 16. Het Beheerscomité is ertoe gehouden het financieringsplan van iedere door hem voorgestelde wijziging aan de van kracht zijnde wetgeving aan de Regering voor te leggen.

Art. 17. Het Beheerscomité oefent de bevoegdheden uit toegewezen aan het Subregionaal Teverwerkstellingscomité door artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Art. 18. De Regering vraagt het advies van het Beheerscomité over ieder voorontwerp van ordonnantie of ontwerp van organiek of reglementair besluit van de Regering tot wijziging van de wetgeving of reglementering waarvan de uitvoering aan de Dienst opgedragen werd of betreffende de organieke personeelsformatie of de structuur van de Dienst.

Het Beheerscomité brengt advies uit binnen een termijn van een maand. Op vraag van de Regering kan deze termijn teruggebracht worden tot tien vrije dagen.

Afdeling 3. — Werking

Art. 19. Het Beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast, waarin inzonderheid bepaald worden :

1. de regels voor het samenroepen van het Beheerscomité op verzoek van de Regering, de voorzitter, de leidend ambtenaar of twee leden;

2. les règles relatives à la présidence du Comité de gestion, en cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président;

3. les règles concernant le rétablissement de la parité lorsque les membres représentant respectivement les organisations d'employeurs et les organisations de travailleurs ne sont pas présents en nombre égal au moment du vote;

4. la présence d'au moins la moitié des représentants des organisations des employeurs et des travailleurs pour délibérer et décider valablement, ainsi que les modalités de vote au sein du Comité de gestion;

5. la détermination des actes de gestion journalière;

6. les relations à établir entre le Comité de gestion et les comités techniques;

7. les modalités d'exercice des attributions des comités techniques;

8. les conditions dans lesquelles le Comité de gestion peut faire appel à des personnes spécialement compétentes pour l'examen de questions particulières;

9. la possibilité pour les membres du Comité de gestion de se faire assister par des techniciens.

Ce règlement d'ordre intérieur n'aura d'effet qu'après avoir été approuvé par le Gouvernement; il ne peut être modifié qu'en respectant la même procédure.

Art. 20. Le Comité de gestion désigne parmi les membres du personnel de l'Office la ou les personne(s) chargée(s) du secrétariat du Comité de gestion, ainsi que son (leurs) suppléant(s).

Art. 21. Lorsque le Comité de gestion est en défaut de prendre une mesure ou d'accomplir un acte prescrit par une loi une ordonnance ou un règlement, le Gouvernement peut se substituer à lui après avoir invité le Comité de Gestion à prendre les mesures ou à accomplir les actes nécessaires et ce dans le délai qu'il fixe, sans que celui-ci puisse être inférieur à huit jours.

Il en est notamment ainsi lorsque la mesure ne peut être prise ou que l'acte ne peut être accompli parce que le président constate qu'à deux séances et sur le même point, aucune majorité ne se fait lors des votes.

Le Gouvernement peut exercer les attributions du Comité de gestion lorsque et aussi longtemps que celui-ci est dans l'impossibilité d'agir :

1. par le fait que les organisations d'employeurs ou de travailleurs, invitées régulièrement à présenter leurs listes de candidats pour la constitution du Comité de gestion omettent de le faire dans les délais prévus;

2. si, nonobstant convocation régulière, le Comité de gestion est mis dans l'impossibilité de fonctionner par l'absence répétée de la majorité, soit des membres représentant les employeurs, soit des membres représentant les travailleurs.

Art. 22. Le Gouvernement fixe les indemnités à allouer au président, au vice-président et aux membres du Comité de gestion et éventuellement des comités techniques.

Ces indemnités sont à charge de l'Office.

Section 4. — Gestion journalière

Art. 23. La gestion journalière de l'Office est assumée par le fonctionnaire dirigeant assisté par un fonctionnaire dirigeant adjoint.

Ils sont d'un rôle linguistique différent.

Le Gouvernement les désigne et fixe leur statut administratif et pécuniaire.

Ils assistent aux réunions du Comité de Gestion.

Le président du Comité de Gestion et le fonctionnaire dirigeant appartiennent à un groupe linguistique différent.

Art. 24. Le fonctionnaire dirigeant dirige le personnel.

Art. 25. Le fonctionnaire dirigeant adjoint assiste le fonctionnaire dirigeant dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Art. 26. Toutes les décisions des organes de gestion et de direction, tant intemes qu'externes, doivent être actées et exigent la signature du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint.

2. de regels betreffende het voorzitterschap van het Beheercomité bij afwezigheid of verhinderend van de voorzitter en de ondervoorzitter;

3. de regels voor het herstel van de pariteit als de leden die respectievelijk de werkgeversorganisatie of de werknemersorganisaties vertegenwoordigen niet in gelijk aantal aanwezig zijn op het ogenblik van de stemming;

4. de aanwezigheid van minstens de helft van het aantal vertegenwoordigers van de werkgevers- en werknemersorganisaties om geldig te kunnen beraadslagen en beslissen, alsook de regeling van de wijze van stemmen in het Beheerscomité;

5. de omschrijving van de handelingen van dagelijks beheer;

6. de betrekkingen welke moeten worden tot stand gebracht tussen het Beheercomité en de technische comités;

7. de nadere regels tot uitoefening van de bevoegdheden van de technische comités;

8. de voorwaarden waaronder hu Beheercomité een beroep kan doen op bijzonder deskundige personen voor het onderzoeken van specifieke vraagstukken;

9. de mogelijkheid voor de leden van het Beheercomité om zich te laten bijstaan door technici.

Dit huishoudelijk reglement zal slechts van kracht worden na goedkeuring door de Regering; het kan maar gewijzigd worden mits dezelfde procedure wordt nageleefd.

Art. 20. Het Beheerscomité wijst onder de leden van het personeel van de Dienst de persoon of de personen aan die instaat/instaan voor het secretariaat van het Beheerscomité, alsook zijn/hun plaatsvervanger(s).

Art. 21. Indien het Beheerscomité in gebreke blijft om een maatregel te treffen of een handeling uit te voeren die door een wet, een ordonnantie of een reglement voorgeschreven wordt, kan de Regering in zijn plaats optreden, na het Beheerscomité verzocht te hebben de nodige maatregelen of handelingen treffen of uit te voeren binnen de termijn door haar vastgesteld en zonder dat deze minder dan acht dagen mag bedragen.

Dit geldt ondermeer indien de maatregel niet kan worden getroffen of de handeling niet kan worden uitgevoerd omdat de voorzitter vaststelt dat er bij de stemming, tijdens twee vergaderingen en voor hetzelfde punt, geen meerderheid bestaat.

De Regering kan de bevoegdheden van had Beheercomité uitoefenen telkens en zolang het in de onmogelijkheid verkeert om te handelen :

1. omdat de organisaties van werkgevers of van werknemers waaraan voorlegging van hun kandidatenlijsten voor de samenstelling van hu Beheercomité regelmatig werd gevraagd, verzuimden dit te doen binnen de voorziene termijn;

2. omdat had Beheerscomité, niettegenstaande de regelmatige oproeping, onmogelijk kan werken door de herhaalde afwezigheid van de meerderheid van zijn leden die hetzij de werkgevers, hetzij de werknemers vertegenwoordigen. De Regering bepaalt de vergoedingen die aan de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van het Beheerscomité en eventueel aan de leden van de technische comités worden toegekend.

Art. 22. De Regering bepaalt de vergoedingen die aan de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van het Beheerscomité en eventueel aan de leden van de technische comités worden toegekend.

Deze vergoedingen zijn ten laste van de Dienst.

Afdeling 4. — Dagelijks beheer

Art. 23. Het dagelijks beheer van de Dienst wordt uitgeoefend door de leidend ambtenaar, bijgestaan door een adjunct-leidend ambtenaar.

Zij behoren tot een verschillende taalrol.

De Regering wijst ze aan en stelt hun administratief en geldelijk statuut vast.

Zij wonen de vergaderingen van het Beheerscomité bij.

De voorzitter van het Beheerscomité en de leidend ambtenaar behoren tot een verschillende taalgroep.

Art. 24. De leidend ambtenaar heeft de leiding over het personeel.

Art. 25. De adjunct-leidend ambtenaar staat de leidend ambtenaar bij bij de uitvoering van de taken die hem zijn toevertrouwd.

Art. 26. Alle beslissingen van de beheers- en directieorganen, zowel intern als extern, moeten schriftelijk worden vastgelegd en ondertekend worden door de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar.

Le Comité de gestion peut les autoriser à déléguer à un membre du personnel d'expression linguistique correspondant le pouvoir de signer certaines pièces et correspondances à déterminer par le Comité de gestion.

Art. 27. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint représentent l'Office dans les actes judiciaires et extrajudiciaires et agissent valablement au nom et pour le compte de l'Office dans les limites de la gestion journalière, sans avoir à justifier d'une décision du Comité de gestion.

Toutefois, l'autorisation du Comité de gestion est requise pour les actions et demandes autres que les actions en référé et possessoires ainsi que les actes conservatoires ou interruptifs de la prescription et les déchéances.

Art. 28. Dans les limites et conditions qu'il détermine pour faciliter l'expédition des affaires, le Comité de gestion peut autoriser le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint à déléguer une partie des pouvoirs qui leur sont conférés.

CHAPITRE IV. — *Financement, budget et moyens*

Art. 29. § 1^{er}. Pour l'exécution de ses attributions visées à l'article 4, l'Office bénéficie de subventions dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. L'Office peut recevoir des dons, legs et percevoir toutes autres recettes.

§ 3. Le Gouvernement peut autoriser l'Office à contracter des emprunts pour financer des dépenses en vue de l'acquisition de biens immobiliers. Aucun emprunt de ce type ne peut être autorisé sans la garantie de la Région.

Le Gouvernement garantit envers les tiers, aux conditions qu'il détermine, le remboursement en principal, intérêts et frais, des emprunts contractés par l'Office.

Les engagements garantis par le Gouvernement ne peuvent dépasser les sommes fixées par l'ordonnance contenant le budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 4. Par dérogation à l'article 12, § 2, alinéas 2, 3 et 4 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le Comité de gestion détermine, moyennant l'approbation du Gouvernement et dans le cadre général que celui-ci peut fixer, les modalités de placement des disponibilités de l'Office.

§ 5. Le Comité de gestion détermine, moyennant l'approbation du Gouvernement, l'affectation des intérêts de placement.

Art. 30. § 1^{er}. L'Office peut constituer un fonds de roulement alimenté notamment par subventions à charge du budget de la Région de Bruxelles-Capitale, dont le montant et les modalités d'utilisation sont arrêtées par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement peut autoriser l'Office à ouvrir une ligne de crédit d'une durée maximale de 60 jours pour couvrir les besoins temporaires de trésorerie.

Art. 31. Il est inscrit un fonds de réserve dans la comptabilité de l'Office.

Le fonds de réserve peut être alimenté par les dons, legs et toutes autres recettes perçues par l'Office.

Le Gouvernement fixe les modalités d'application de cette disposition.

Art. 32. Le budget de l'Office est communiqué au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale en annexe au projet de budget de la Région de Bruxelles-Capitale.

Un rapport annuel est établi par l'Office et est communiqué au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 33. Le Gouvernement fixe les modalités de mise à la disposition de l'Office des subventions inscrites au budget.

CHAPITRE V. — *Du personnel*

Art. 34. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe le statut administratif et péuniaire du personnel de l'Office.

§ 2. Sur proposition du Comité de gestion, le Gouvernement fixe le cadre de l'Office.

Het Beheerscomité kan ze machtigen om aan een personeelslid van dezelfde taalrol de bevoegdheid te delegeren om bepaalde stukken en briefwisseling, nader te bepalen door het Beheercomité, te onderteekenen.

Art. 27. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar vertegenwoordigen de Dienst bij gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en treden, binnen de perken van het dagelijks beheer, rechtsgeldig op in naam en voor rekening van de Dienst, zonder zich daarvoor te moeten beroepen op een beslissing van het Beheerscomité.

De machtiging van het Beheercomité is evenwel vereist voor andere rechtsvorderingen dan vorderingen in kortgeding en bezitsvorderingen en de bewarende handelingen of handelingen die de verjaring stuiten en vervallenverklaringen.

Art. 28. Binnen de perken en voorwaarden die het bepaalt, kan het Beheercomité, om de afhandeling van de zaken te vergemakkelijken, de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar machtigen een gedeelte van de aan hen toegewezen bevoegdbeden te delegeren.

HOOFDSTUK IV. — *Financiering, begroting en middelen*

Art. 29. § 1. Voor de uitoefening van zijn in artikel 4 bedoelde bevoegdheden 4, beschikt de Dienst over subsidie binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven kredieten.

§ 2. De Dienst kan schenkingen en legaten aanvaarden en elke andere ontvangst innen.

§ 3. De Regering kan de Dienst machtigen leningen aan te gaan om uitgaven te financieren met het oog op de aankoop van onroerende goederen. Geen enkele lening van die aard kan worden toegestaan zonder de waarborg van het Gewest.

De Regering waarborgt derden, onder de voorwaarden die zij bepaalt, de terugbetaling uit te voeren van kapitaal, intresten en kosten van leningen aangegaan door de Dienst.

De door de Regering gewaarborgde verbintenissen mogen de bedragen bepaald door de ordonnantie houdende de uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet overschrijden.

§ 4. In afwijking van artikel 12, § 2, tweede, derde en vierde lid van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut, bepaalt het Beheercomité, mits de Regering haar goedkeuring geeft en in het algemene kader dat deze laatste kan vastleggen, de voorwaarden voor het beleggen van de beschikbare middelen van de Dienst.

§ 5. Het Beheercomité bepaalt de bestemmingen van de intresten voortvloeiend uit de beleggingen, onder voorbehoud van goedkeuring door de Regering.

Art. 30. § 1. De Dienst kan werkmiddelen aanleggen, inzonderheid gespijsd door subsidies ten laste van de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het bedrag ervan en de aanwendingsvoorwaarden worden door de Regering bepaald.

§ 2. De Regering kan de Dienst toelaten om een kredietlijn te openen, met een maximale duur van 60 dagen, om de tijdelijke thesauriebehoefte te dekken.

Art. 31. Er wordt een reservefonds ingeschreven in de boekhouding van de Dienst.

Het reservefonds kan gespijsd worden door schenkingen en legaten en door alle andere ontvangsten geïnd door de Dienst.

De Regering stelt de regels vast voor de toepassing van deze bepaling.

Art. 32. De begroting van de Dienst wordt megedeeld aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, als bijlage bij de ontwerp begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Dienst stelt een jaarverslag op dat aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt bezorgd.

Art. 33. De Regering bepaalt de modaliteiten voor het ter beschikking stellen aan de Dienst van de subsidies ingeschreven op de begroting.

HOOFDSTUK V. — *Personeel*

Art. 34. § 1. De Regering stelt het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Dienst vast.

§ 2. Op voorstel van het Beheercomité stelt de Regering de personeelsformatie van de Dienst vast.

Art. 35. A l'exception du fonctionnaire dirigeant, du fonctionnaire dirigeant adjoint et des Directeurs chefs de service, le personnel est nommé, promu et révoqué par le Comité de gestion, sur la proposition de chaque groupe linguistique pour le cadre linguistique correspondant.

Les Directeurs chefs de service sont désignés par le Gouvernement.

CHAPITRE VI. — *Contrôle*

Art. 36. Le contrôle de l'Office est exercé par deux commissaires du Gouvernement désignés par le Gouvernement.

Les commissaires sont d'un rôle linguistique différent.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 37. A l'article 14 de la loi du 28 décembre 1984, le § 1^{er}, alinéa 2, et les §§ 2 et 3 sont abrogés.

Art. 38. Par dérogation à l'article 11, § 1^{er}, les membres du Comité de gestion de l'Office qui ont été nommés par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant nomination des membres du Comité de gestion de l'ORBEM du 16 novembre 1995 et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant nomination du président et du vice-président du Comité de gestion de l'ORBEM de la même date, exerceront leur mandat jusqu'au 30 novembre 2001.

Il sera alors procédé au renouvellement du mandat des membres du Comité de gestion et ce mandat sera exercé jusqu'au renouvellement prévu à l'article 11, § 1^{er}.

Art. 39. Le fonds de réserve visé à l'article 30 continuera, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté visé au même article, à être régi par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 1993 fixant les modalités relatives à la création d'un fonds de réserve auprès de l'Office régional bruxellois de l'Emploi.

Art. 40. L'arrêté royal du 16 novembre 1988 est abrogé.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 janvier 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. DE DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

J. CHABERT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,

E. TOMAS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature, de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

—
Note

(1) Documents du Conseil :

Session ordinaire 1999-2000

A - 130/1 projet d'ordonnance.

Session ordinaire 2000-2001

A - 130/2 Rapport.

A - 130/3 Amendements après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption. Séance du vendredi 12 janvier 2001.

Art. 35. Met uitzondering van de leidend ambtenaar, de adjunct-leidend ambtenaar en de directeurs-diensthooften, wordt het personeel benoemd, bevorderd en afgezet door het Beheerscomité, op de voordracht van elke taalgroep voor het overeenstemmende taalkader.

De directeurs-diensthooften worden aangewezen door de Regering.

HOOFDSTUK VI. — *Controle*

Art. 36. De controle op de Dienst wordt uitgeoefend door twee Regeringscommissarissen aangewezen door de Regering.

De Commissarissen behoren tot een verschillende taalrol.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 37. In artikel 14 van de wet van 28 december 1984 worden § 1, 2^e lid en de §§ 2 en 3 opgeheven.

Art. 38. In afwijking artikel 11, § 1, zullen de leden van het Beheerscomité die benoemd werden het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 1995 houdende benoeming van de leden van het Beheerscomité van de BGDA en bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 1995 houdende benoeming van de voorzitter en de ondervoorzitter van het Beheerscomité van de BGDA, hun mandaat uitoefenen tot 30 november 2001.

Dan zal het mandaat van de leden van het Beheerscomité worden vernieuwd en zal het uitgeoefend worden tot de in artikel 11, § 1, bedoelde vernieuwing.

Art. 39. Het reservefonds bedoeld in artikel 30 blijft onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 december 1993 houdende de modaliteiten tot oprichting van een reservefonds bij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, tot het besluit bedoeld in hetzelfde artikel in werking treedt.

Art. 40. Het koninklijk besluit van 16 november 1988 is opgeheven.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te 18 januari 2001.

De Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, te Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. DE DONNEA

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werkgelegenheid, Economie, Energie en Huisvesting,

E. TOMAS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Ambtenarenzaken, Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, en Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

—
Nota

(1) Documenten van de Raad :

Gewone zitting 1999-2000

A - 130/1 Ontwerp van ordonnantie.

Gewone zitting 2000-2001

A - 130/2 Verslag.

A - 130/3 Amendementen na verslag.

Volledig verslag :

Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 12 januari 2001.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C – 2001/11145]

20 MARS 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1999 portant nomination des membres du comité régional pour la sécurité, l'hygiène et l'embellissement des lieux de travail dans les minières et les carrières souterraines

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, notamment l'article 78;

Vu l'arrêté royal du 10 janvier 1979 relatif à la politique de prévention et aux organes de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail dans les mines, minières et carrières souterraines, notamment les articles 32 à 37;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1999 portant nomination des membres des comités régionaux dans les minières et carrières souterraines;

Considérant la demande notifiée par une organisation représentative des employeurs visant à procéder au remplacement de son délégué effectif auxdits comités régionaux pour les groupes des provinces d'Anvers, de Limbourg et du Brabant flamand, et des provinces de Flandre occidentale et de Flandre orientale;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Mme SALU, Katleen, est nommée membre effectif du comité régional pour la sécurité, l'hygiène et l'embellissement des lieux de travail dans les minières et les carrières souterraines dans le groupe des provinces d'Anvers, de Limbourg et du Brabant flamand en qualité de représentant des employeurs.

Elle remplace M. BRYSSSE, Yvan, jusqu'à la fin de son mandat, lequel expire le 26 octobre 2003.

M. PEIRS, Giovanni, est nommé membre effectif du comité régional pour la sécurité, l'hygiène et l'embellissement des lieux de travail dans les minières et les carrières souterraines dans le groupe des provinces de Flandre occidentale et de Flandre orientale en qualité de représentant des employeurs.

Il remplace M. BRYSSSE, Yvan, jusqu'à la fin de son mandat, lequel expire le 26 octobre 2003.

Art. 2. Notre Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C – 2001/11145]

20 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1999 tot benoeming van de leden van het gewestelijk comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen in de graverijen en ondergrondse groeven

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, inzonderheid op artikel 78;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 1979 betreffende het preventiebeleid en de organen voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen in de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven, inzonderheid op de artikelen 32 tot 37;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1999 tot benoeming van de leden van de gewestelijke comités in de graverijen en de ondergrondse groeven;

Overwegende dat door een representatieve werkgeversorganisatie de aanvraag werd betekend met het oog op de vervanging van zijn effectief lid in de voornoemde gewestelijke comités voor de groepen van de provincies Antwerpen, Limburg en Vlaams-Brabant, en de provincies West- en Oost-Vlaanderen;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Mevr. SALU, Katleen, wordt benoemd tot effectief lid van het gewestelijk comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen in de graverijen en ondergrondse groeven, in de groep van de provincies Antwerpen, Limburg en Vlaams-Brabant in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de werkgevers.

Zij vervangt de heer BRYSSSE, Yvan, en zal zijn mandaat beëindigen dat op 26 oktober 2003 verstrijkt.

De heer PEIRS, Giovanni, wordt benoemd tot effectief lid van het gewestelijk comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen in de graverijen en ondergrondse groeven, in de groep van de provincies Oost- en West-Vlaanderen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de werkgevers.

Hij vervangt de heer BRYSSSE, Yvan, en zal zijn mandaat beëindigen dat op 26 oktober 2003 verstrijkt.

Art. 2. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

[C – 2001/11144]

21 MARS 2001. — Arrêté royal mettant fin au mandat d'un membre et portant nomination d'un nouveau membre auprès du Conseil supérieur de Statistique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 31 mars 1998 relatif au Conseil supérieur de Statistique, notamment l'article 3, 3°, et l'article 6 alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1998 portant nominations auprès du Conseil supérieur de Statistique;

[C – 2001/11144]

21 MAART 2001. — Koninklijk besluit waarbij het mandaat van een lid wordt beëindigd en een nieuw lid bij de Hoge Raad voor de Statistiek wordt benoemd

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 maart 1998 betreffende de Hoge Raad voor de Statistiek, inzonderheid op artikel 3, 3°, en artikel 6 alinea 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 november 1998 houdende de benoemingen bij de Hoge Raad voor de Statistiek;